



# Nations Unies

## ASSEMBLEE GENERALE

Distr.  
GENERALE

A/1016  
13 octobre 1949  
FRANCAIS  
ORIGINAL:AN

Quatrième session

Point 38 de l'ordre du jour

-----

PREVISIONS DE DEPENSES SUPPLEMENTAIRES  
POUR L'EXERCICE 1949 :  
COMMISSION D'ETUDES SUR LA FEUILLE DE COCA

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : Mlle Maria Z.N. WITTEVEEN (Pays-Bas)

1. La Cinquième Commission, au cours de sa 185<sup>ème</sup> séance tenue le 25 septembre 1949, a décidé d'examiner d'urgence une note du Secrétaire général relative à des prévisions de dépenses supplémentaires pour l'exercice 1949 et se rapportant expressément à une ouverture de crédits supplémentaires relative aux frais de la Commission d'études sur la feuille de coca (A/C.5/297).
  2. L'attention de la Cinquième Commission a été attirée sur la résolution dans laquelle le Conseil économique et social, au cours de sa neuvième session (résolution 246(IX)H), prenait acte, entre autres, du fait que la demande du Gouvernement de la Bolivie tendant à ce que la Commission d'études étende ses recherches à ce pays avait été transmise au Secrétaire général après que l'Assemblée générale avait alloué les crédits destinés à cette Commission, faisait sien l'avis de la Commission des stupéfiants selon lequel les recherches devraient être étendues à la Bolivie et demandait l'allocation, avant le 30 septembre 1949, des crédits supplémentaires nécessaires pour permettre à la Commission d'études de rester au moins trois mois en Bolivie et au Pérou et de préparer un rapport sur ses travaux après l'achèvement de ses recherches sur place. La Cinquième Commission a été également informée des doutes que le Secrétaire général a exprimés relativement à son pouvoir d'ouvrir le crédit supplémentaire de 27.000 dollars qui serait nécessaire pour mettre cette décision à exécution et de l'opinion exprimée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires selon laquelle ni ce Comité ni le Secrétaire général n'avaient le pouvoir d'augmenter un crédit déterminé que l'Assemblée générale avait réduit.
-